

...

ces missions, le général Lafourcade n'a pas jugé utile de mentionner ces incidents. Un lieutenant sénégalais qui participait à cette reconnaissance auprès de quelque 500 réfugiés hutus dans les camps des localités de Kanama et Nyamyumba, affirmait même qu'« aucun incident » ne s'était produit « avec les milices hutus aux barrages ».

Dimanche, un convoi d'une dizaine de Jeep et d'un camion de transport de troupes n'a rencontré aucun obstacle pour entrer dans Gisenyi, le fief hutu, et parcourir la piste très montagneuse d'une trentaine de kilomètres jusqu'à mi-chemin de la localité de Kibuye. Dans Gisenyi, siège du gouvernement intérimaire rwandais et du commandement des forces armées rwandaises (FAR), une petite foule massée comme pour un passage du Tour de France agita régulièrement de petits drapeaux tricolores que les autorités leur avaient opportunément distribués. Très rapidement, une Jeep armée des FAR, arborant un grand drapeau tricolore, s'est mêlée au cortège pour l'accompagner. A son bord, coiffé d'un calot bleu-blanc-rouge, en veste de treillis et T-shirt publicitaire Guinness, Bernard Monyguinchar, qui se présentait comme le président régional pour la Jeunesse du MNRP (le parti progouvernemental).

« Nous sommes contents de votre arrivée », expliquait-il. « Avec les Français, nous allons rétablir l'ordre contre les agresseurs du FPR », le Front patriotique rwandais, le mouvement de guérilla à majorité tutsi qui contrôle les 3/4 du pays. Cette ambiguïté explique pour une large part la prudence de la pénétration française au Rwanda, qui ne veut à aucun prix apparaître comme un appui aux forces gouvernementales et un encouragement aux milices hutus responsables du génocide des populations tutsis. Des contacts très étroits ont été noués au niveau diplomatique et aussi localement avec des responsables du FPR pour les amener à composer avec l'opération Turquoise. Quant aux FAR, explique le général Lafourcade, l'armée française se limite à avoir avec elles « de simples rapports de politesse ».

Sur la piste de Kibuye, en surplomb de vallées parfumées, de champs de thé, bananeraies et avocats, la colonne a passé sans encombre une vingtaine de barrages tenus par des miliciens hutus, en apparence enthousiastes. Pour combien de temps? Pour l'instant, les forces françaises se limitent à l'identification des camps de réfugiés, comme celui du village de Kayové, où se trouvent une quarantaine de réfugiés hutus venus de l'ouest du pays.

Sur les bords de l'immense lac Kivu, qui marque la frontière avec le Zaïre, la guerre est toute proche. Les villageois assurent que le FPR assiège la ville de Gitarama. Au sud, à 20 kilomètres à l'est de Cyangugu, dans la région où se trouverait un camp de réfugiés hutus comptant plus de 100 000 personnes, le village de Bigabiro aurait été incendié et ses habitants massacrés.

Les forces françaises ne s'approchent pas de la ligne de front. Le général Lafourcade attend de compléter son dispositif militaire. Il attend des véhicules de l'avant-blindé (VAB, équipés de canons de 20 mm). « Au cas où... et pour protéger les militaires et les populations civiles qui seraient menacés », affirme un responsable de l'opération Turquoise. Mais à Goma, le maître-mot est et devra rester la « dissuasion », non l'engagement.

Dominique GARRAUD



A Nyarushishi, samedi. Une femme tutsi, malade, se soigne avec du maïs dilué dans l'eau.

Dialogue difficile avec les massacreurs

« Les Français sont-ils venus nous aider ou nous embêter », se demandaient des hutus à Cyangugu, où l'armée française tentait de désarmer des miliciens et lever les barrages.

Cyangugu, envoyé spécial

Sur le terrain, l'armée française improvisée, à l'état-major, elle se pose des questions. Alors que la « force de protection humanitaire » française au Rwanda est encore faible et n'opère que dans une bande de dix à vingt kilomètres le long de la frontière zaïro-rwandaise, les patrouilles ont commencé à engager un dialogue difficile avec les miliciens hutus de l'ancien régime, accusés d'être responsables des massacres perpétrés contre la minorité tutsi.

« C'est quoi ça? », demande le capitaine français à un jeune affublé d'un crucifix en plastique fluo au cou, Kalachnikov à la main et trois grenades à la ceinture. « Donne tes armes aux militaires, les civils n'ont plus le droit de les porter. » Interloqué, sans mot dire, le jeune obéit et remet fusil et grenades à un soldat rwandais, presque aussi débraillé que lui. « Et ce

tronc d'arbre? », continue le capitaine. « C'est fini. Il faut lever les barrages routiers. Nous sommes là, nous assurons la sécurité. Allez travailler, rentrez vous occuper de vos familles. Reprenez une vie normale... »

En faction depuis deux mois pour combattre « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les partisans du FPR (Front patriotique rwandais) à majorité tutsi, les miliciens croient rêver. Aussi, les « amis français » à peine partis, ils reprennent leurs armes et remettent le tronc d'arbre au travers de la route goudronnée.

« Les barrages, c'est un vrai problème », reconnaît le colonel Jacques Rosier, commandant du dispositif français pour le « secteur sud » qui opère depuis Bukavu, au Zaïre. « Les miliciens font la guerre. Par souci de neutralité, nous n'avons pas à intervenir. Sinon, demain, s'il y a des infiltrations de rebelles, on nous fera porter le chapeau. » Alors quoi faire? « Il

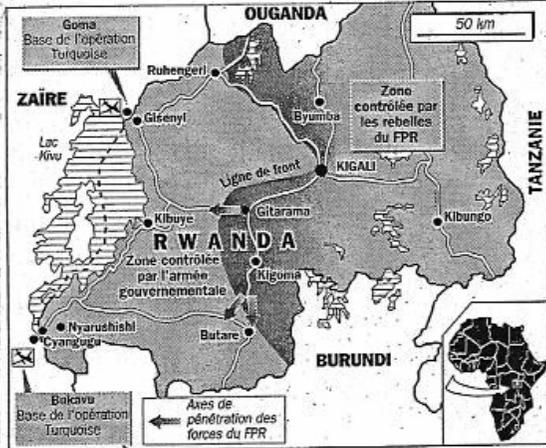
faut enlever les barrages qui sont de trop surtout là où sont commises des exactions. » Sur le terrain, ce n'est pas toujours évident, surtout pour les miliciens. « Les Français sont-ils venus nous aider ou pour nous embêter? », se demande déjà l'un d'eux, soupçonneux, à la sortie de Cyangugu.

« Pour l'instant, nous faisons du renseignement humanitaire », explique le colonel Rosier. « Nous repérons les camps de déplacés, et nous protégeons ceux qui sont menacés. » Et si les « rescapés » des massacres veulent être évacués hors du pays, en direction du Zaïre par exemple? Haussement d'épaule. « On est en train d'étudier la question... Hier, on a pris sur nous de mettre un Tutsi, qu'on ne voulait vraiment pas laisser, dans l'hélicoptère. Mais bien sûr, pour des centaines ou des milliers de personnes, ce n'est pas la solution. D'autant qu'il nous faudrait l'accord du Zaïre pour les accueillir. »

Trois jours après son débarquement sur le terrain, l'armée française n'a ni tous ses moyens ni des idées bien arrêtées. A l'aéroport de Bukavu, avec sa piste longue seulement de 2 000 mètres et peu d'espace de rangement, sur 600 hommes et 60 véhicules, seule la moitié est arrivée.

Les premiers blindés légers, des autotraités (AML) en provenance de Bangui (Centrafrique), ne sont attendus que pour après-demain. « Et avec ça, qu'est-ce qu'on va faire? », s'interroge déjà un officier. « Pour éviter des accrochages avec les rebelles, on ne va pas en profondeur dans le pays. En attendant, dans la zone gouvernementale, ça n'a pas de sens de protéger les déplacés hutus. Alors, en logique humanitaire pure, on va se retrouver à ne garder que des Tutsis, les seuls à être menacés. Ça ne va pas plaire à l'armée rwandaise et aux miliciens. »

Stephen SMITH



REPERES

32 ans d'interventions militaires françaises en Afrique

- **1962 SENEGAL.** Opération de maintien de l'ordre suite à une tentative de coup d'Etat contre le président Senghor.
- **1964 GABON.** Des unités parachutistes débarquent à Libreville après l'enlèvement du président Léon M'Ba.
- **1968-1972 TCHAD.** A l'appel du président Tombalbaye, débarquement à Fort-Lamy pour lutter contre la rébellion du Tibesti.
- **1977 ZAIRE.** Lors de la guerre du Shaba, Paris établit un pont aérien entre Rabat et Kolwezi pour le transport de troupes marocaines.
- **1977 SAHARA.** Après la capture de ressortissants français au Sahara occidental par le Front Polisario, envoi de Jaguar.
- **1978 TCHAD.** Renfort d'environ 2 000 hommes et délaguar.
- **1978 ZAIRE.** 600 parachutistes sautent sur Kolwezi, lors de la seconde guerre du Shaba, pour rapatrier 2 700 ressortissants européens.
- **1979 CENTRAFRIQUE.** Détachement militaire lors de la déposition de l'empereur Bokassa.
- **1983-1984 TCHAD.** Opération Manta. 3 000 hommes mobilisés à l'appel du président Hissène Habré, après l'intervention libyenne aux côtés de Goukouni Weddeye.
- **1986 TCHAD.** Opération Epervier: raid aérien contre la piste libyenne de Ouadi-Doum et dispositif dissuasif concentré à N'Djamena.
- **1986 TOGO.** 150 parachutistes sont envoyés au Togo à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre le président Gnassingbé Eyadema.
- **1989 COMORES.** « Mission d'encadrement » de 200 hommes après l'assassinat du président Ahmed Abdallah et le départ de Bob Denard.
- **1990 GABON.** Renfort du dispositif militaire français, à la suite de graves émeutes. 1 800 ressortissants étrangers sont évacués.
- **1990-1993 RWANDA.** Envoi de 300 militaires au Rwanda après l'invasion du nord-ouest du pays par les rebelles du Front patriotique rwandais. Evacuation de ressortissants français et européens.
- **1991 ZAIRE.** Après de violentes émeutes, évacuation de ressortissants français par 450 militaires.
- **1991 DJIBOUTI.** Après la chute du régime éthiopien, la France renforce son dispositif à Djibouti. L'opération Godoria, à caractère militaire défensif, est doublée d'une action humanitaire. Rébellion armée des Afars dans le nord. Une partie des forces françaises est déployée pendant un an dans cette région.
- **1992-1994 SOMALIE.** 2 500 hommes sont envoyés dans le cadre de l'opération multinationale Restore Hope puis Onusom II, en faveur des victimes de la famine et de la guerre civile.
- **Avril 1994 RWANDA.** quelque 500 parachutistes évacuent plus d'un millier de ressortissants français et étrangers du pays, ensanglanté par des combats interethniques après la mort du président rwandais Juvénal Habyarimana.